

Le droit de l'Union européenne en tableaux

Agnès Gautier-Audebert

2^e
édition

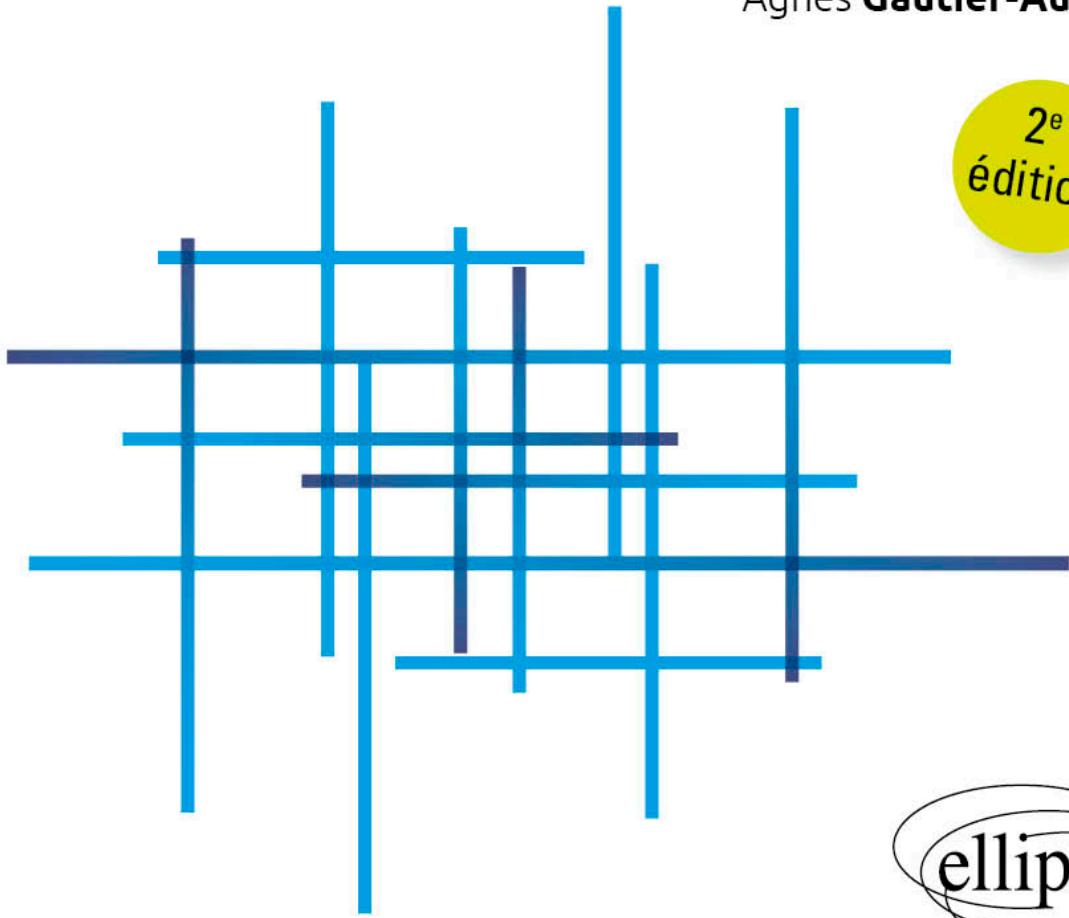


Table des matières

Table des abréviations	5
Bibliographie.....	7
Chapitre I. La construction de l'Union européenne	8
Section 1. Les Communautés européennes.....	8
I. La Communauté européenne du charbon et de l'acier	10
A. La première Communauté pour rassembler autour d'un secteur prometteur.....	10
1. L'idée novatrice de Robert Schuman.....	10
2. Un secteur porteur pour réconcilier des États européens	10
B. Le système supranational de base des Communautés	12
1. La Haute Autorité, organe de décision supranational	12
2. Le Conseil spécial des ministres, organe consultatif	12
3. L'Assemblée commune, organe éventuellement consultatif.....	12
4. La Cour de justice, organe juridictionnel.....	12
II. La Communauté européenne de défense.....	14
A. Les motifs de la création de la Communauté européenne de défense.....	14
1. Une initiative française en période de guerre froide	14
2. Le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest sous surveillance.....	14
B. L'échec de la Communauté européenne de défense	16
1. Un contexte international plus calme.....	16
2. La République fédérale d'Allemagne dans l'Alliance atlantique.....	16
III. La Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'Énergie atomique (CEEA ou Euratom)	18
A. L'Euratom, un nouveau secteur spécifique.....	18
B. La CEE pour un grand marché intérieur.....	20
1. L'étape du marché commun.....	20
2. L'objectif d'une Union économique et monétaire	20
C. Le système supranational en recul	22
1. La reprise du pouvoir par les États	22
2. La fusion des Commissions et Conseils	22
IV. L'Acte unique européen (AUE).....	24
A. Le grand marché intérieur pour 1993	24
B. De nouvelles politiques communes.....	24
C. Les débuts de la coopération politique	24
D. Des progrès institutionnels.....	24

Section 2. L'Union européenne	26
I. Le Traité de Maastricht sur l'Union européenne	26
A. L'Union européenne en piliers	26
1. Le pilier communautaire	26
2. Le pilier Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	26
3. Le pilier Justice et affaires intérieures (JAI)	26
B. De nombreuses nouveautés	28
1. Le principe de subsidiarité	28
2. La citoyenneté européenne	32
3. L'instauration de l'Union économique et monétaire (UEM)	32
4. La procédure législative de codécision en sus de la procédure de coopération	34
5. Le Parlement européen associé à la désignation des commissaires	34
II. Le Traité d'Amsterdam	36
A. Les innovations dans le pilier CE	36
1. Des modifications et ajouts	36
2. La coopération renforcée pour répondre à l'élargissement de l'UE	38
B. Le renforcement du pilier PESC	40
1. Le Haut représentant de la PESC	40
2. La prise de décision	40
C. Le nouveau pilier Coopération policière et judiciaire en matière pénale (CPJP)	42
1. La communautarisation partielle du pilier JAI	42
2. Des organes en renfort	42
III. Le Traité de Nice	44
A. Les changements clefs	44
1. Les modifications essentielles à l'élargissement à venir	44
2. Les modifications apportées au système juridictionnel européen	44
B. Eurojust sur le terrain	46
IV. Le Traité de Lisbonne	48
A. Les principales créations	48
1. La Communauté européenne remplacée par l'Union européenne	48
2. Le retrait de l'UE rendu possible	50
3. Un Président à la tête du Conseil européen	52
4. L'Initiative citoyenne européenne (ICE)	54
5. La Charte des droits fondamentaux dotée de la force contraignante	56
6. L'adhésion prévue de l'UE à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	58
B. Les modifications apportées	60
1. La consécration de la PESC par le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité	60
2. Les parlements nationaux confortés	62
3. Les procédures législatives reformulées	64
4. La procédure budgétaire en faveur du Parlement européen	66

Chapitre II. Le fonctionnement de l'Union européenne	70
Section 1. Une organisation d'intégration.....	70
I. Une organisation à succès.....	70
A. Les membres actuels et à venir de l'Union européenne.....	70
1. De 6 à 27.....	70
2. Les candidats.....	72
B. L'accès difficile à l'Union européenne.....	74
1. Les nombreuses conditions posées à l'adhésion	74
2. La procédure d'adhésion en étapes multiples.....	74
II. Une organisation supranationale	76
A. De larges compétences entre les mains d'organes indépendants....	76
B. Un ordre juridique propre imposé à des sujets variés.....	76
Section 2. Les organes de l'Union européenne	78
I. Le Conseil européen, représentant les États	80
A. L'organe d'impulsion de l'Union européenne	80
1. Le Conseil européen, organe de la coopération politique européenne... <td>80</td>	80
2. Le Conseil européen, devenu une institution	80
B. Le Président du Conseil européen	82
II. Le Conseil de l'Union, représentant les États	84
A. Les formations du Conseil sous présidence étatique.....	84
1. La représentation des États au niveau ministériel.....	84
2. La présidence tournante du Conseil	86
3. Le Haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité	88
B. Les règles de vote au sein du Conseil.....	90
1. Le vote à la majorité qualifiée, en extension continue	90
2. Le vote à la majorité simple, dans des domaines limités	90
3. Le vote à l'unanimité, des exceptions	92
C. Les nombreuses attributions du Conseil.....	94
III. La Commission européenne, représentant l'Union européenne.....	96
A. Les structures de la Commission	96
1. Des commissaires sous la responsabilité d'un Président.....	96
2. La procédure de décision au sein de la Commission, organe collégial	100
B. Les très nombreuses attributions de la Commission	100
1. Les initiatives de la Commission européenne.....	102
2. Les attributions complémentaires à la procédure législative	104
IV. Le Parlement européen, représentant les citoyens	106
A. Les députés européens au travail.....	106
1. Des députés élus	106
2. Les députés en sessions et commissions et groupes politiques.....	108
B. L'accroissement des attributions du Parlement européen.....	110
1. Les interventions dans de multiples procédures.....	110
2. Des pouvoirs de contrôle importants	112

V. La Cour de justice de l'Union européenne, appliquant le droit	114
A. La Cour de justice et le Tribunal, un fonctionnement identique.....	114
1. La procédure commune aux deux juridictions.....	114
2. Des juges travaillant en chambres.....	116
B. La Cour de justice et le Tribunal, des compétences distinctes.....	118
1. Un partage des tâches entre la Cour de justice et le Tribunal	118
2. Les recours contre les institutions	120
3. Le recours en manquement contre les États	130
4. La collaboration entre la Cour et les juges nationaux par le renvoi préjudiciel	132
5. Le rôle consultatif de la Cour de justice	134
VI. La Banque centrale européenne, gestionnaire de la politique monétaire	136
A. Un organe indépendant.....	136
B. Les organes décideurs	136
1. Le Directoire associé au Conseil des gouverneurs	136
2. La politique monétaire de l'Union européenne	136
VII. La Cour des comptes européenne, organe de contrôle	140
A. Des spécialistes au sein de la Cour des comptes européenne.....	140
B. La bonne gestion financière contrôlée par la Cour des comptes européenne.....	140
VIII. Les organes consultatifs de l'UE, légitimés par leurs avis.....	142
A. Le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions, organes représentatifs	142
1. 329 membres représentatifs de la société au CESE.....	142
2. 329 membres représentatifs des «régions» au CEDR	142
B. Le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions, des organes consultatifs	144
1. Les avis du CESE au service des politiques communes de l'UE	144
2. Les avis du CEDR au service des collectivités	144
Section 3. Le droit de l'Union européenne	146
I. Les sources du DUE.....	146
A. Le droit primaire.....	146
1. La composition du droit originaire	146
2. La compatibilité obligatoire avec les accords conclus par les États membres	148
3. La révision des traités.....	150
B. Le droit dérivé issu de la nomenclature officielle	154
1. Les règlements	156
2. Les directives	158
3. Les décisions	160
4. Les recommandations et avis	162
C. Le droit atypique.....	164
1. Les actes prévus par les Traités.....	164
2. Les actes issus de la pratique institutionnelle.....	164

D. Le droit complémentaire	166
1. Les décisions des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil	166
2. Les accords internationaux conclus par l'UE.....	166
II. La jurisprudence de la Cour de justice de l'UE.....	170
A. Les principes généraux du droit de l'Union européenne.....	170
1. Les principes généraux communs aux États membres.....	170
2. Les principes issus du droit international public.....	172
3. Les principes inhérents à tout système juridique organisé	174
4. Les principes nés du droit de l'Union européenne	174
5. La sanction de la violation des valeurs de l'Union européenne	174
B. La primauté du Droit de l'Union européenne	176
1. Les rapports Droit international public/Droit de l'Union européenne	176
2. Les rapports Droit de l'UE/droit interne des États membres	178
3. Les conséquences pour le droit national	180
C. L'applicabilité directe du Droit de l'Union européenne	188
1. Un principe en faveur de l'efficacité du DUE	188
2. Les dispositions directement applicables.....	190